police, qui trouvent le moyen de s'opposer les uns aux autres, et le voilà dans la minorité de ce minuscule rassemblement. À retracer ces oppositions obstinées, ces publications méconnues, ces scissions dans des partis presque invisibles, on pourrait se croire égaré dans les lisières du siècle, alors que dans l'espace public apparaissent et disparaissent spectaculairement les systèmes étatiques et leurs potentats célébrés ou exécrés. Mais n'était-on pas, dans ces marges, plus attentivement à l'écoute des forces énormes qui tour à tour produisaient et supprimaient ces scènes, animaient les classes dans l'ensemble du monde, et entrechoquaient les nations ? Dans ces arrière-salles de cabaret et ces locaux syndicaux étroits, on annonçait la Seconde Guerre mondiale, prévision encore inconcevable et même scandaleuse. On déclarait intrépidement que l'Union soviétique était condamnée à disparaître. On rappelait que les marchés et les capitaux devenaient internationaux exactement comme les conflits, et l'on en concluait à l'hypothèse inouïe d'un pouvoir planétaire.

Ces militants de naguère ont-ils dû payer leur lucidité de leur impuissance politique ? Serait-ce une loi générale que, de plus en plus, l'histoire que nous analysons est autre que celle où nous pouvons agir ? Cette conclusion, si elle devait être la nôtre au terme de ces deux journées, confirmerait encore l'un des principes les plus constants de Naville, qui s'obligeait par méthode au pessimisme. Il y a aujourd'hui, en effet, quelques raisons de penser que le cours des choses planétaires échappe tant aux peuples qu'aux organes et aux acteurs politiques quels qu'ils soient.

Pierre Rolle

La réception du *Nouveau Leviathan*

Tels que nous pouvons les lire aujourd'hui, les sept tomes de cet immense ouvrage, *Le Nouveau Léviathan,* sont à la fois l'accomplissement d'un projet de longue portée de Naville, conçu dès l'après-guerre, et une œuvre de circonstance. L'objet en est d'examiner les organisations collectives nouvelles qui se mettaient alors en place, dont les États communistes offraient une version extrême, sans s'en remettre à aucune tradition, quand bien même elle se prétendrait trotskiste. Il convient de rappeler que Trotski avait lui-même prescrit une épreuve de vérification à ses analyses : si l'Union soviétique devait survivre à la guerre qui s'annonçait, alors il faudrait compléter, ou réviser, les interprétations qui avaient cours dans ce qui s'appelait « l'opposition de gauche ». Or, le système stalinien continue après la défaite du nazisme, mais désormais comme réalité impensée. On ne peut plus se dérober à cet événement énorme : il ne suffit plus, pour déchiffrer les formes et le mouvement de la société nouvelle qui s'est constituée en Russie, de la rapporter à ses origines révolutionnaires.

Ce constat ne vaut pas explication, évidemment. Admettre ce fait de grande portée conduit à abandonner les interprétations courantes du stalinisme par les contingences de l'histoire et les tactiques de ses acteurs, mais oblige à concevoir de nouvelles méthodes. Il ne suffira pas de déclarer que le régime soviétique est passé d'un stade « critique » à un stade « organique », selon le schéma saint-simonien ; ou encore, de constater que ce régime dément l'application qu'on prétend lui faire tant des théories politiques et économiques orthodoxes que des prévisions tirées de Marx. Par ce moyen, on aboutira forcément à décrire une nature sociale énigmatique, une mutation collective où les uns verront l'irruption d'un modèle d'avenir dans notre présent, et les autres l'intemporalité d'un accident monstrueux. A-t-on compris quelque chose, lorsqu'on a nommé la Russie un capitalisme bureaucratique (selon *Socialisme ou Barbarie*), une stratocratie (pour Castoriadis), un hybride de Parti et d'État (pour Morin), ou un socialisme dégénéré, ou un totalitarisme ? Il faut, selon Naville, suivre une tout autre démarche, et soumettre l'Union soviétique à une analyse spécifique, qui tout à la fois la réintègre dans l'histoire du monde et découvre la structure qui dirige son histoire propre.

Ce projet, bousculait le plupart des convictions ancrées dans les milieux universitaires aussi bien que politiques, et d'abord celles qui se réclamaient d'une filiation trotskiste. La planification, conçue comme un ordre économique supérieur à celui du marché, n'était-elle pas l'organe essentiel d'une nation réconciliée, celui qui permettait tout à la fois de satisfaire au plus juste les besoins collectifs, et de rétribuer les travailleurs à proportion exacte de leur contribution ? L'expérience d'un groupe indépendant, appuyé sur une revue critique, la *Revue internationale*, fut mise en danger lorsque Bettelheim, qui en était membre avec Naville, publia son livre sur les *Problèmes théoriques et pratiques de la planification* (1946). Il y soutenait que la bureaucratie soviétique détournait certes les mécanismes du plan et en monopolisait le contrôle, mais ne devait pas pour autant en dissimuler la cohérence essentielle. La discussion de ces thèses occupa le groupe quelques années, et aboutit à sa dispersion, ainsi qu'à la fin de la revue. Naville rédigea à ce propos, en 1946 et en 1950, des rapports très fournis sur les affirmations de Bettelheim, qu'il publia par la suite dans *Le Nouveau Léviathan*, et qui furent peut-être à l'origine même du projet. Il y cherche à montrer à son adversaire à la fois que les mécanismes soviétiques ne se coulent pas tout simplement dans les notions de Marx, la planification n'étant rien d'autre que l'association des producteurs, et le parti le pouvoir en acte du prolétariat, mais que l'expérience russe oblige à faire travailler les principes marxistes, c'est-à-dire à les éprouver, les approfondir et les rectifier.

Sans doute Naville se saisit-il, pour amorcer son programme, de l'obligation où il se trouva de présenter une thèse de doctorat. Dans la section de sociologie du Centre national de la recherche scientifique où il avait dû se transférer, il voulut obtenir le grade de Maître de recherche, seul titre qui lui assurait la totale indépendance dont il avait besoin pour développer ses conceptions, aussi originales en ce domaine que dans les autres. Dans ce but, il rédigea en quelques mois un ouvrage sur la trajectoire parcourue par Marx et Engels, depuis la philosophie de leur début jusqu'à la science de leur maturité, trajectoire dont il voulait retracer les étapes et retrouver la nécessité. Il lui est arrivé de se plaindre d'avoir été contraint à cet exercice, mais peut-être déplorait-il surtout la malveillance dont il s'était senti l'objet. L'occasion lui avait été donnée pourtant de préciser les notions essentielles de l'analyse marxiste du travail, souvent déformées dans l'usage occidental, et systématiquement dénaturées, selon lui, par les idéologues soviétiques. L'ouvrage cherchait en premier lieu à rectifier l'image alors dominante des apprentissages de Marx et d'Engels. Sans doute pour les disculper d'être à l'origine des brutalités staliniennes, on voulait alors les voir comme des humanistes ordinaires, ou même des spiritualistes, attentifs aux opinions et aux valeurs subjectives. Il était question de retrouver chez eux, dissimulés par leurs engagements ultérieurs, les philosophes hégéliens qu'ils avaient été. Naville, à l'inverse, décrit Hegel comme un observateur profond de l'histoire, préoccupé du mouvement réel des sociétés, un analyste donc à qui, pourtant, son époque a refusé la possibilité de saisir précisément l'activité négatrice et organisatrice qu'il pressentait, à savoir le travail. Un précurseur par conséquent de ce Marx qu'on déclare positiviste, faute de saisir la rigueur de sa démarche dialectique.

Sa thèse de doctorat, publiée en 1957 sous le titre : *De l'aliénation à la jouissance*, proclamait l'inspiration fondamentale du livre, qui animerait l'immense ouvrage qu'il inaugurait.

2 • Les autres volumes du *Nouveau Léviathan* nourrissent cette hypothèse primordiale, selon laquelle le mouvement qui entraîne notre société conduit, par de multiples canaux et détours, de la subordination du travailleur à la dissolution du salariat. De ce développement, le théâtre est bien sûr la planète.

Le programme des recherches à accomplir se trouve de ce fait fixé. Il est exposé en 1970 au début du second tome. Il faut d'abord examiner de plus près l'expérience soviétique, afin d'y découvrir les modalités cachées d'un rapport salarial qu'un simple décret du gouvernement, quoi qu'en disent les staliniens, n'a pu abolir. Ce point établi, on observera alors les contradictions qu'entraînent les tentatives étatiques de maîtriser la production et l'investissement. On vérifiera que l'exaltation du travail et la glorification du travailleur, qui semblent accomplir les objectifs traditionnels du mouvement ouvrier, n'aboutissent en Russie qu'à asservir l'individu au travail fétichisé, et à cacher une nouvelle figure de l'exploitation. La fin de l'histoire capitaliste, s'il y en a une, sera tout autre chose que ce salariat organisé, à savoir la libération de l'activité et des jouissances individuelles.

Derrière la planification, et la bureaucratie qui ordonne cette « mutualité de rivaux » qu'est devenue l'Union soviétique, il faut chercher le ressort caché, qui est l'échange. C'est encore l'échange, qu'on ne peut supprimer, ni même borner, qui bouscule les rapports entre les États socialistes, et livre le secret des conflits mystérieux, inextinguibles et pourtant sans enjeux apparents, qui les opposent tous les uns aux autres. Pour traiter des problèmes aussi nouveaux, il faut à coup sûr de nouveaux concepts, qui se forgeront, comme c'est la règle, en cours de travail, mais pourraient se révéler de plus grande portée, utilisables encore pour des recherches ultérieures. Le dernier volume devra donc vérifier la cohérence des méthodes en sciences sociales, et évaluer la possibilité de concevoir une formalisation d'ordre supérieur, capable de combiner les opérations dialectiques, d'éprouver les modèles ainsi obtenus, et de codifier leurs transmutations.

Cependant, les volumes tardaient à venir. *Le Salaire socialiste*, le deuxième, ne parut qu'en 1970. Pourquoi ce délai ? Naville avait été, pendant ces années, occupé par ses recherches sociologiques, qu'il effectuait scrupuleusement, en salarié conscient, encore qu'avec plaisir. Il avait été, cela va de soi, fortement mobilisé par les événements politiques assez spectaculaires de ce temps. Par ailleurs, son projet initial s'était encore accru et compliqué. Les volumes suivants ont été composés en réunissant des notes, des critiques et des observations rédigées à diverses époques avec des analyses nouvelles. Il se plaignait d'avoir entrepris trop tard cette rédaction, et de n'avoir plus le loisir de mieux fondre ensemble les différents matériaux qu'il utilisait. On peut penser que les obstacles principaux retardant la composition de l'ouvrage étaient l'absence presque totale de réponse aux thèses soutenues dans le premier volume, et la difficulté de trouver un éditeur disposé à imprimer des ouvrages aussi volumineux et aussi austères. Sans les conditions et les facilités qu'offrirent à Naville les éditions Anthropos et leur directeur Serge Jonas, *Le Nouveau Léviathan* aurait sans doute été tout autre, et à coup sûr plus mince. Serge Jonas avait adopté, parmi les premiers en France, la technique de la photocomposition, qui permettait de composer un livre dans un coin de bureau, et de conserver les matrices dans un tiroir. Ce procédé, ainsi que l'absence de tout dispositif de distribution organisé dans l'entreprise, autorisait l'impression des ouvrages quasiment à la demande. Les livres ne se trouvaient en rayon que dans les librairies du Quartier latin, et ils devaient ailleurs être commandés par les lecteurs qui en avaient appris l'existence dans la revue d'Anthropos *L'Homme et la Société*. Impossible, par conséquent, de savoir avec précision combien d'exemplaires des différents tomes ont été fabriqués. On a des raisons de penser que ce nombre a dû être relativement faible, même s'il ne l'était pas autant sans doute que le prétendait l'éditeur.

À partir du sixième tome, *La Guerre de tous contre tous*, en 1977, les volumes furent publiés par d'autres maisons. Naville, qui déplorait les carences d'Anthropos, vit enfin ses ouvrages produits et distribués plus régulièrement. En contrepartie, il fut obligé de se plier aux exigences et aux normes de ses nouveaux éditeurs. C'est ainsi que les volumes durent être plus ramassés, et que le tome final du *Nouveau Léviathan*, où l'histoire du siècle et les réflexions sur la méthode devaient se rejoindre, fut abandonné. Aucun éditeur n'étant disposé à accueillir cette imposante synthèse, il fallut en répartir la matière entre divers livres, *Sociologie d'aujourd'hui* (1981), et *Sociologie et logique* (1982) d'abord, mais aussi *Le Temps des guerres* (1987).

3 • La mauvaise distribution de bien des tomes, composés parfois à la hâte de textes de différentes époques, n'explique pas le peu d'échos qu'éveillèrent les thèses du *Nouveau Léviathan*. Rares furent les auteurs, en général venus des cercles marxistes, qui prirent position à leur égard, et plus rares encore ceux qui s'en inspirèrent.

Naville fut affecté par cette indifférence, ou pour mieux dire ce rejet, qu'il ne comprenait pas. Il avait le sentiment en effet d'avoir formulé des questions que tout le monde se posait, et d'avoir proposé à la critique des réponses qui sauvegardaient l'espoir de comprendre l'évolution, et même celui de l'infléchir. La difficulté tenait donc, croyait-il, au mode d'exposition qu'il avait choisi. Aussi essaya-t-il d'exposer à nouveau ses conceptions sous des formes simplifiées, à propos d'événements marquants, ou des débats d'actualité : la révolution militaire au Portugal (*Pouvoir militaire et socialisme au Portugal*, 1975), les polémiques sur l'autogestion (*Temps, travail et autogestion*, 1980), les programmes de la présidence socialiste en France (*La Maîtrise du salariat*, 1984), et, en fin de compte, dans son dernier livre, la transition russe (*Gorbatchev et la réforme de l'URSS*, 1992). Les lecteurs qui s'intéressaient aux analyses remarquaient rarement l'originalité et la profondeur des principes sur lesquelles elles s'appuyaient. Tout porte à croire que le refus auquel se heurta *Le Nouveau Léviathan* tient surtout à l'originalité de la thèse soutenue, aux paradoxes que semblait recéler sa méthode, et aux conséquences politiques choquantes qui en découlaient.

Des analyses qui, dans les années soixante-dix, avaient cours à propos de l'Union soviétique, aucune n'était ratifiée par Naville. Il ne s'en expliqua pas toujours ouvertement. Il ne prit pas la peine par exemple de discuter les doctrines qui se contentaient de voir dans le phénomène soviétique un accident de l'histoire, quelque chose comme une malformation sociale. Il ne discuta pas davantage les assertions qui faisaient de l'expérience russe une variété du « totalitarisme », ou bien un empire opprimant des nationalités potentielles, ou bien encore une société militaire. Si ces interprétations retenaient sans doute des traits saillants de la réalité soviétique, c'était pour les isoler, et non pour les référer à la puissance organisatrice de tout le système. Il est remarquable que beaucoup de ces théories négligées par Naville sont aujourd'hui en vogue, et passent pour confirmées, sous prétexte qu'elles ont laissé espérer la fin de l'Union soviétique, qui s'est effectivement produite. Nous savons, évidemment, que cette preuve n'en est pas une. On peut déduire le vrai du faux, et notre présent de n'importe quel passé ! D'ailleurs, l'épilogue de l'aventure bolchevique s'est accompli à travers des événements qui ont démenti tous les scénarios, au demeurant incompatibles entre eux, que l'on avait tirés de ces théories.

Comme quelques autres analystes qui se réclamaient de diverses traditions marxistes, Naville a toujours perçu l'expérience soviétique comme transitoire,

devant nécessairement s'achever par un certain mode de transmutation du national à l'universel. Les interlocuteurs et les adversaires qu'il s'était choisis étaient ceux qui posaient en principe que la naissance et la consolidation du régime communiste ne constituaient pas un accident de l'histoire mondiale, mais au contraire son résultat, et l'une de ses phases. Reste que la nouvelle analyse avait de quoi déconcerter des lecteurs même avertis : bien qu'immergé entièrement dans le développement planétaire, le régime stalinien devait être analysé dans ses constances et sa cohérence, comme la mise au jour progressive d'une structure !

Pouvait-on vraiment concilier des perspectives si discordantes ? Les débats de l'époque se concentraient sur les problèmes de la planification. Les économistes de Staline y voyaient la prédominance du collectif et la direction consciente de l'économie, surmontant les projets à courte vue des agents individuels, un système régi en dernier lieu par la volonté du corps politique. Leurs critiques occidentaux présentaient le plus souvent une version catastrophique des mêmes affirmations : l'emprise de l'État sur la société civile aboutit à interdire le libre choix des consommateurs, comme la créativité des producteurs, et réduit la productivité des travailleurs enrégimentés.

Les lois naturelles de l'économie, et l'échange lui-même, auraient donc été abolis en même temps que le capital. En conséquence, bien des auteurs recommandaient d'abandonner la recherche d'une quelconque consistance au sein d'un système soviétique qui, à l'évidence, ne se maintenait que par la contrainte. Le pouvoir bolchevique combinait en fait selon eux des formes sociales hétérogènes, constituées à divers moments de l'histoire russe. La violence originale de la révolution se continuait jusque dans la paix, et s'exacerbait à maintenir une nation difforme. Plus encore : la violence s'est incarnée dans un organe spécifique, la bureaucratie, laquelle est tout à la fois une administration et une catégorie interne de la population. S'est-elle formée, cette bureaucratie, comme un troisième terme inattendu, une classe parasitaire qui a conclu à son profit la lutte des travailleurs et des employeurs engagée pendant la révolution ? Ou bien représente-t-elle un avatar de la classe capitaliste, dont les fonctions n'ont pu être supprimées par le pouvoir bolchevique, mais seulement dissimulées ? Ou encore, la bureaucratie est-elle l'expression politique d'une nouvelle classe longtemps méconnue, engendrée par les modes modernes de production, celle des organisateurs, des administrateurs et des cadres ? Cette classe serait apparue en plein jour en Russie, où les institutions traditionnelles étaient en ruine. Mais on devrait s'attendre alors à ce que lui revienne bientôt la maîtrise de toute l'évolution sociale, puisqu'elle peut seule concilier l'antagonisme du capital et du travail, qui ne sont plus pour elle que des ressources.

Ces différentes hypothèses s'accordent évidemment à des prises de position politiques. La bureaucratie est-t-elle évitable en révolution, et comment ? Le mode de conquête du pouvoir, le type de parti qui l'entreprend, le fonctionnement du système étatique, la participation populaire, que doit-on mettre en cause ? Ou bien faut-il admettre que toute insurrection salariale devra en fin de compte abandonner le pouvoir à la seule classe qui puisse gérer l'économie en l'absence de capitalistes ? Il convient de s'en tenir alors à l'option social-démocrate, de lutter à l'intérieur de l'État de droit. Quant à ceux qui croient que la bureaucratie est déjà aux commandes derrière les gouvernements officiels, ils en concluent avec Bruno Rizzi (*La Bureaucratisation du monde*, 1939) que le mouvement d'émancipation des travailleurs doit affronter ce nouvel obstacle, ou bien avec James Burnham (*L'Ère des organisateurs*, 1940) que ce combat est sans doute déjà devenu vain.

C'est cet ensemble de thèses et d'analyses contrastées que Naville prétend renverser, en refusant leur point de départ commun. L'opposition, en partie arbitraire, de la planification et du marché, dissimule en fait, selon lui, celle de deux figures du salariat. L'Union soviétique s'est formée autour de la tentative de maîtriser, à l'intérieur d'un État et par son intermédiaire, l'ensemble des mécanismes de l'emploi et de l'investissement. C'est pourquoi il est nécessaire de l'étudier à partir d'un modèle formel où les cohérences du salariat se combinent aux contraintes de l'action administrative.

4 • La thèse de Naville s'exprime à travers un ensemble d'assertions qui devaient passer pour inquiétantes, voire scandaleuses. Selon lui, les dysfonctionnements et les oppressions qui ont accompagné l'histoire soviétique ne sont pas les signes d'une révolution manquée, ou détournée, mais tout au contraire les épisodes nécessaires, dans les circonstances de l'époque évidemment, d'un socialisme embryonnaire. « Ce que l'Europe a produit de plus inique et de plus monstrueux : un pouvoir d'État sans limite, Léviathan » (*La Chine future*, 1952), ne peut être démantelé immédiatement, par un décret d'État du gouvernement bolchevique ! La nation révolutionnée n'est pas plus capable de déclarer hors la loi les jeux de la valeur économique, quand celle-ci organise les rapports quotidiens entre les citoyens, qu'elle n'a la liberté de s'évader de la planète et d'ignorer les nations voisines qui voudraient commercer avec elle, ou l'asservir, ou l'envahir. La transition, au moins sous la figure qu'elle prend dans des territoires « où la civilisation technique est longtemps restée stagnante », risque d'être une continuation « légitime », ou même une exacerbation, du despotisme de l'État. Thèses désespérantes pour les « hommes de progrès » ? Elles sont souvent apparues telles à l'époque, parce qu'elles affirmaient le caractère rudimentaire des institutions russes, et annonçaient leur disparition. Elles

nous semblent aujourd'hui stimulantes puisqu'elles nous rappellent que le mouvement qui tend à déborder le capitalisme ne s'achève pas avec l'expérience soviétique.

Ce sont donc les mécanismes d'un système salarial qu'il faut, selon Naville, identifier derrière les néologismes et les déformations staliniennes. Le revenu individuel n'est pas devenu le partage de la richesse collective qu'on nous invite à voir, il est toujours la rétribution d'un travail effectif, mesuré par le temps. Pour être réglé centralement, l'investissement n'en reste pas moins un moment dans un cycle du capital encore reconnaissable. Le travailleur soviétique, conclut *Le Nouveau Léviathan,* est donc lui aussi exploité, au sens où son emploi est soumis à la nécessité de participer à l'auto valorisation d'un capital.

Cette affirmation est évidemment d'une énorme portée. Faut-il donc comprendre que la classe bureaucratique est bien devenue une classe, comme l'avait dit Rizzi, et même une classe oppressive, peut-être d'ailleurs une nouvelle figure de la classe capitaliste, dont il faudrait constater alors qu'on ne peut décidément l'expulser de notre histoire ? En aucune manière. Les bureaucrates n'ont, en tant que tels pas d'intérêt propre, ni de moyens d'action autres que ceux des institutions qu'ils mettent en œuvre. Cette fonction leur permet sans doute de mieux asseoir leur position de salariés privilégiés, mais non de se réunir autour d'un programme autre que celui de maintenir l'État. Il faut donc poursuivre l'analyse. Pour décrire au plus juste les mécanismes de l'exploitation en Union soviétique, on devra porter l'attention sur les changements provoqués par la disparition du pouvoir bourgeois, et avec lui des processus de redistribution des profits et des capitaux qui assuraient la cohérence de l'ancienne classe dominante, et par là de la société elle-même. Désormais, chaque travailleur ne participe à l'échange social et politique que par l'intermédiaire de l'entreprise et de l'administration qui le salarient. Il entre ainsi dans les luttes qui aboutissent non seulement à fixer les revenus dans l'espace national, mais aussi les taux et les formes de l'investissement. L'État se trouve ainsi divisé en de multiples factions. À travers les différentes administrations, elles agissent de façon à s'approprier une part du capital collectif, lequel s'est formé dans la production nationale et se concentre dans la planification. Ainsi, chaque entreprise, chaque groupe, et à la limite chaque individu, rencontre comme son financier ou son employeur l'ensemble de ses congénères, lequel lui dispute l'usage du produit accumulé. L'exploitation est donc mutuelle, elle est mise en œuvre par la totalité des agents à travers des institutions évidemment inégales, elle se développe en provoquant entre eux une multiplicité de conflits. Il revient alors à l'État, c'est-à-dire à la bureaucratie, d'arbitrer cette « guerre de tous contre tous », par l'intermédiaire des organismes régionaux, des ministères, des sections du Parti, des planifications, sans jamais parvenir à l'éteindre, ni même à la tempérer. On comprend ainsi pourquoi, au contraire de l'opinion commune que tant de théoriciens ont repris à leur compte, l'Union soviétique, loin d'être la révélation continue d'une nature immuable, était en réalité le siège d'un réformisme fébrile par lequel le régime tentait de retarder sa désagrégation.

5 • Ainsi donc, le socialisme embryonnaire, dans lequel les mécanisme du salariat sont repris par l'État, serait encore un régime d'exploitation. Les organismes par lesquels la société soviétique cherche à dominer son propre développement sont aussi ceux qui réalisent et reproduisent cette exploitation. Conclusion déconcertante : les dysfonctionnements du système bolchevique ne sont donc pas les simples conséquences d'une erreur de tactique ou de l'usurpation de Staline ? Le programme des opposants communistes, qui voudraient retrouver l'inspiration authentique de la révolution, apparaît caduc. Celui des sociaux-démocrates est quant à lui équivoque. Ils ont en fin de compte accepté le schéma bolchevique, mais veulent le réaliser par un compromis entre les classes de la nation, de manière à tempérer l'exploitation du capital par l'oppression bureaucratique. Ils préconisent la planification, mais concertée, le pouvoir des partis, mais multiples, et en fin de compte l'arbitrage du gouvernement, mais légitime. La conclusion s'impose : quelle que soit la manière dont il s'établit, le socialisme élémentaire ne parvient à contrôler et à orienter les poussées du salariat qu'en leur opposant les contraintes de l'État, où il s'enferme. Les nations communistes sont ainsi devenues incapables de s'associer, et même de commercer entre elles, encore moins avec le reste du monde. Le mouvement qui transforme le régime capitaliste et le conduit à sa fin, s'il existe, devra donc démanteler ces cristallisations étatiques en multipliant et en réunissant des expériences variées. Si l'on appelle ce mouvement le socialisme, il faudra admettre que celui-ci a plus de chance de s'épanouir dans le système international que constitue l'ensemble des nations capitalistes que dans les ligues méfiantes où s'affrontent les États socialistes.

De telles affirmations pouvaient passer à l'époque pour déplacées, voire inconvenantes. Peu de gens ont alors tenté de suivre jusqu'à ce point les thèses du *Nouveau Léviathan*. Dès le premier volume, consacré à Marx et Engels, s'est d'ailleurs réactivée la vieille méprise, apparue au moment de la publication de *La Psychologie, science du comportement*, en 1942, et peut-être déjà lors des premières expériences surréalistes. La psychologie du comportement, telle que l'exposait Naville, voulait saisir l'activité de l'individu dans sa totalité spécifique. Elle fut interprétée paradoxalement comme un mécanisme, et les formes complexes de détermination qu'elle cherchait à présenter comme des causalités physicalistes. Ainsi était facilement restaurée la seule psychologie admise par l'université, la psychologie de la conscience et de ses

intermittences, c'est-à-dire une étude langagière et prétendument humaniste. À son tour, le Marx de Naville était accusé de positivisme, reproche d'autant plus redoutable qu'il restait fort vague, et se voyait préférer un jeune philosophe moraliste et hégélien découvert entre les deux guerres. Quant à l'analyse sociologique des sociétés capitalistes et socialistes d'aujourd'hui, même les auteurs les plus proches de Naville en ont souvent négligé tant les principes premiers qu'il se proposait que ses objectifs ultimes.

Aucun critique, semble-t-il, n'a remarqué la puissance de la méthode utilisée, consistant à soumettre l'observation à la logique d'un formalisme, sans autre source ni autre autorité que l'expérience. Recourir à l'abstrait pour mieux étudier la matière humaine, réputée singulière et imprévisible, cette démarche, dont nous sentons aujourd'hui la parenté avec celle de Peirce et du pragmatisme, passait alors pour une régression, eu égard aux derniers progrès que croyait avoir fait l'épistémologie sociologique. La tension dialectique en étant ignorée, on ne voulait y voir que l'opposition classique du général et de l'individuel, tout juste bonne à donner lieu à un syllogisme, selon Ernest Mandel, ou bien celle, tout aussi inerte, du modèle et de l'événement. Ce malentendu limita l'usage que certains firent des thèses du *Nouveau Léviathan*. Gilles Martinet reprit ainsi la théorie de l'exploitation mutuelle dans son livre sur *Les Cinq Communismes* (1971) mais il n'osa pas y affirmer clairement qu'en dépit de la variété des histoires nationales, il avait affaire à cinq variantes du même « communisme », travaillées des mêmes contradictions et promises à la même fin.

Aucun analyste, à ma connaissance, n'a examiné dans toute son ampleur l'hypothèse de Naville selon laquelle l'exploitation mutuelle est aussi le ressort caché des crises du salaire organisé en Occident. On s'en tient volontiers à l'image d'un progrès de la solidarité gagné contre l'individualisme marchand, progrès qui s'étend ou s'érode selon les rapports de force politiques. Peut-être faut-il pourtant, pour rendre mieux compte des soubresauts de notre histoire récente, compliquer ce tableau, et ajouter à la considération nécessaire de la lutte entre les groupes des salariés et ceux des investisseurs l'attention aux conflits internes à ces classes. Les organismes de la Sécurité sociale et la politique du travail sont le cadre et l'enjeu plus ou moins explicites de rivalités et de divisions entre des collectifs de salariés, réunis dans des mutuelles différentes et parfois antagonistes, même lorsqu'elles sont composées en grande partie des mêmes individus.

6 • C'est précisément cette expérience, où le citoyen se trouve pris dans des relations qui l'opposent à lui-même, que refusent de considérer bien des critiques du *Nouveau Léviathan*. La thèse de l'exploitation mutuelle a été la plus contestée, parce que la plus décisive sans doute, mais aussi parce qu'elle semblait la plus fragile.

Parmi ces critiques, des anciens compagnons de Naville, révoltés par l'ensemble de sa théorie, où ils croyaient lire la condamnation rétrospective des opposants à Staline. À tort, sans doute. Car si Naville s'attachait à décrire le système soviétique pour y découvrir les contraintes fondamentales que soulèvent les tentatives de dominer le salariat, son analyse ne concluait nullement que ce système devait, dans on ne sait quelle éternité se constituer ainsi et s'enfermer sur lui-même. Par ailleurs, beaucoup de ces anciens militants, scandalisés par l'usage grossier que l'on faisait de Marx en Russie, s'étaient ralliés à une théorie où le sujet devenait premier, ce sujet que l'exploitation mutuelle semblait dissocier théoriquement, après que le stalinisme l'ait ignoré et attaqué pratiquement. Comment peut-on s'exploiter soi-même ? C'est à certains de ceux-là que Naville prit la peine de répondre (« Éclaircissements pour quelques critiques », dans le tome 4, *Les Échanges socialistes*, 1974), pour rappeler qu'il a en vue des relations à l'intérieur d'une classe salariale, laquelle, lorsqu'elle devient presque universelle, dans le communisme par projet, en Occident par l'effet du développement économique, doit bien prendre en charge les fonctions multiples d'un salariat national, et incarner ses contradictions.

Sans doute n'est-il déjà plus temps, conclut Naville, de se demander comment les formes de la production marchande peuvent être asservies aux institutions de l'État. Cet objectif, comme bien d'autres, a été en partie atteint, et, en même temps, dénaturé, dans le capitalisme programmé d'aujourd'hui (si c'est encore d'un capitalisme qu'il s'agit). Il faut donc abandonner les anciennes théories critiques, et prendre la mesure d'une nouvelle époque où il s'agira plutôt de comprendre et de combattre le pouvoir souverain, à la fois économique et politique, né de cette équivoque réussite, un pouvoir qui régentera sans partage toute la planète. De quelle époque parlait-t-il ? Il semble bien que ce soit déjà de la nôtre.